

LES MAIRES DE SAINT-MARTIN-DU-FOUILLOUX DE 1800 A 1995. (suite du n°43)

Louis Pineau (1890-1896) : un maire d'ou-tre-route

Né en 1848, il est issu d'une famille de cultivateurs du côté du Petit-Paris. Sa grand-mère est la sœur d'Elie Boumier, durable secrétaire de mairie et maire de 1832 à 1835. Sa mère et sa femme (en même temps sa cousine) sont nées Ribourg, de la Blanchardière, une famille qui a donné des conseillers municipaux. Il s'installe dans une petite ferme aux Abattis, sur la route de Saint-Augustin. Il décèdera en 1919.

Elu conseiller municipal en 1884, réélu en 1886, il n'a pas cherché la charge de maire qui lui échoit en 1890. Désigné au premier tour, il remercie ses collègues mais refuse la fonction. Le second tour aboutit à un ballottage. Au 3^e tour, François Portier est élu mais refuse. Nouveau ballottage au 4^e tour. Au 5^e, Louis Pineau est encore élu. Devant « *cette nouvelle marque de confiance, sur les exhortations de ses collègues, et après avoir fait appel au concours de tous* », il accepte.

On imagine que les 4 ou 5 kilomètres à parcourir, plusieurs fois par semaine, à pied ou en carriole, entre sa ferme et la mairie, devaient être accaparants pour un cultivateur. Il ne se représente donc pas en 1896 et c'est son frère aîné, Etienne, qui lui succède au Conseil et dans la charge de maire.

Etienne Pineau (1896-1919) : l'entrée dans le XX^e siècle

Né en 1843, veuf d'un premier mariage, il se remarie avec Louise Portais. Ils auront un fils unique, Etienne, qui connaîtra une étonnante ascension sociale : ingénieur des Arts et Métiers, directeur technique des usines automobiles Samson, il mourra, riche et célibataire, en 1865, mettant fin à une dynastie de notables locaux courant sur 200 ans.

Etienne Pineau (père) exerce la profession d'aubergiste et grainetier à l'hôtel de la Croix-Verte, stratégiquement située en face l'église, au cœur du bourg. Elu conseiller en 1896, il est immédiatement choisi comme maire et sera réélu en 1900, avec, comme adjoint, Michel Ménard, le dernier meunier du moulin de la Fenêtre, fils d'un ancien maire et petit-fils du premier maire. Réélu en 1908 et 1912.

E. Pineau abandonne ses fonctions de premier magistrat en 1919, tout en demeurant conseiller, doyen d'âge. Il décède en 1923.

Dans la riche chronique municipale du début du siècle, retenons :

- l'importance croissante de l'action sociale du Conseil : à chaque séance, des décisions d'aide sont prises, sur proposition du bureau d'Assistance, en faveur des malades démunis, des personnes âgées sans ressources, des « infirmes et incurables » (5 F par mois pour l'alimentation, 1 F pour le vêtement, 1 F pour le logement, 1 F pour le chauffage).

- De même, apparaissent les allocations pour « assistance aux personnes en couches » et pour les familles nombreuses néces-



Etienne Pineau.

siteuses. Signalons aussi la création en 1900 de la société de Secours mutuel, «l'Union des Travailleurs».

- Le développement de la voirie communale : plusieurs chemins sont créés, dont l'actuelle route de Saint-Léger, avec une souscription volontaire des habitants concernés et cession gratuite de terrain !

- La création de la voie ferrée du Petit-Anjou en 1910, entre Saint-Jean-de-Linières et La Possonnière, ce qui permet la liaison entre les réseaux nord et sud du département.

- Le traumatisme de la guerre 1914-1918: trois conseillers sont mobilisés parmi beaucoup d'autres hommes. Le tribut de la commune est lourd : 23 morts pour une population de 674 habitants. Rapporté à la population actuelle, c'est une perte de plus de 50 hommes de 20 à 40 ans qu'il faudrait déplorer.

Ce qui marque aussi cette période c'est la difficile relation entre la mairie et la paroisse. Non sans rapport avec le contexte tendu de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Avec, com-

me motif, des questions d'argent. Le curé, Arsène Bourrigault, exerce un long ministère à Saint-Martin (1874-1907). C'est une forte personnalité, tenace dans la défense des intérêts de la paroisse. Divers contentieux, à propos de l'église et du presbytère, l'opposent à la mairie. Le Conseil l'accuse même d'avoir fait couper des arbres dans son jardin et le condamne à restituer le bois, pour les indigents, ainsi qu'à verser une indemnité de 40 F pour les pauvres. Sur ce, le curé Bourrigault prend sa retraite, non sans amertume.

*Messieurs-ci mes vieux vous sarez si j'ai jamais
demandé quelque chose. Vous m'imposez tous les
transfuges possibles. Je n'en ai pas la foi d'église
je fais communisme mais agissons de concert et de bonne
union que la commune elle s'obrigue ne font que
et obtiens un successeur plus jeune un peu plus habile
et surtout plus riche en mérite que moi pour
terminer cette entreprise qui s'impose à la paroisse*

Texte du curé.

Un nouveau prêtre est nommé en février 1907 : l'abbé Gohier, vicaire à Combrée. Il prend contact avec le maire, mais compte tenu des relations difficiles, il se refuse, et l'Evêque menace de ne pas nommer de prêtre. Après diverses péripéties, dont une pétition de 120 chefs de famille demandant au Conseil de tout faire pour obtenir un curé, la tension s'apaise. L'abbé Bachelier, curé de Sarrigné, est affecté à Saint-Martin.

La construction de l'église traîne encore. Enfin, grâce à un legs, à une souscription des habitants, à leur participation aux travaux et à un modeste emprunt, la construction s'achève en 1913, à moindre frais : réduction de la nef et du clocher.

Etienne Ravary (1919-1929) : un maire transplanté

Né en 1876 à Saint-Jean-de-Linières, il est d'abord conseiller municipal dans cette commune. Puis il vient se fixer à Saint-Martin en 1911, à la ferme de la Bonnetterie. Dès l'année suivante, il est élu au Conseil.

Il accomplit une guerre valeureuse comme caporal et fonde, en 1923, l'amicale des Anciens mobilisés dont il est président. En 1919, il est élu maire au premier tour avec, comme adjoint, son cousin René Ravary, cultivateur à la Perraudière.

Etienne Ravary exerce également des responsabilités de délégué cantonal pour la surveillance de l'école, et de trésorier de la

caisse de l'école. En 1929 il cède la place de maire à Henri Pelourdeau, tout en restant conseiller municipal jusqu'à sa mort en 1936.

Sous son mandat, on cultive d'abord la mémoire de la Grande Guerre : plantation sur la place de l'église, par les enfants, de deux arbres du souvenir ; érection du monument aux morts en 1920 ; vote d'un crédit pour la reconstruction du village martyr de Raillancourt, près de Cambrai. On se tourne aussi vers l'avenir. On soutient l'école, « foyer de progrès » : crédits pour la visite médicale des

élèves, agrandissement du logement de l'instituteur... On se préoccupe toujours du social en votant une dotation de pain aux indigents pour faire face au rude hiver de 1920-1921. Mais on distribue les secours avec circonspection, suspectant parfois la sincérité des déclarations. Une taxe de 2% est instaurée sur les recettes brutes des « soirées, réunions, représentations, cirques, con-



Monument aux morts.

certs, bals, billard russe... » . On peut s'interroger sur le rendement d'une telle taxe !

L'électricité arrive en 1926. Le téléphone en 1928. La circulation automobile aussi : en 1927, on redresse un virage à l'entrée du bourg, suite à un accident mortel.

Henri Pelourdeau (1929-1945) : un maire mort à la tâche

Il est né en 1889 à Saint-Martin, d'un père maçon auquel il succèdera. Il épousera, en 1919, Juliette Billoteau, fille du charcutier local qui tenait boutique dans la maison de l'actuelle fleuriste.



Henri Pelourdeau.

Henri Pelourdeau a lui aussi vaillamment participé à la guerre. Blessé à plusieurs reprises, il est réformé en 1917. Elu conseiller et deuxième adjoint en 1925, il devient maire en 1929.

Le 7 février 1945, lui incombe la pénible tâche d'annoncer à Mme Boumier le décès de son mari mort en captivité. Retournant vers le village, alors qu'il chemine le long de la route nationale, le vélo à la main, il est pris d'un malaise aux Chênes-Ronds, et décède quelques minutes plus tard. René Ravary, adjoint, achèvera le mandat pour quelques semaines.

Les délibérations du Conseil, pour cette période, portent encore sur l'école : en 1933, la commune achète un *poste cinématographique* pour des projections destinées à illustrer des «causeries et cours d'adultes» sur l'innovation en agriculture, afin de donner *aux populations rurales des distractions saines et utiles*.

L'époque est surtout marquée par la guerre 1939-45. Parmi les effets du régime de l'Etat français et de l'occupation allemande, on relève, entre autres : l'installation d'un comité communal de cinq membres pour la mise en place du «code de la famille» (travail, famille, patrie !) ; la location d'un pré avoisinant le bourg pour les exercices sportifs ; l'acquisition, à la demande du Préfet, du portrait du maréchal Pétain... Compromis difficile entre obéissance formelle au régime et résistance de cœur.

Paul Chalain (1945-1965) : l'après-guerre, lente transition vers la modernité

Né en 1892, cultivateur au Flageolet, il est élu conseiller en 1935 et devient maire en 1945. Il décède en 1967.

Les délibérations témoignent d'un accès prudent aux équipements modernes : le téléphone est installé à la mairie en 1948 ; la machine à écrire n'arrivera qu'en 1965 ; une horloge « *très utile pour les habitants du pays* » est installée sur l'église en 1957 (payée sur le budget communal et par une collecte auprès des habitants) ; des panneaux indicateurs sont installés pour signaler les lieux-dits dans la commune.

Sous d'autres aspects, on reste encore dans un mode de vie traditionnel : en 1962, le Conseil décide l'installation d'un « *dispositif pour l'attachage (sic) des chevaux, sur un terrain communal contigu au presbytère* ».

La grande affaire, dans les années 1950, c'est l'extension de l'école. Divers projets sont élaborés puis abandonnés. Provisoirement, une troisième classe fonctionne dans la salle de l'Amicale laïque, avec quelques aménagements des locaux. Cette solution ne peut se prolonger indéfiniment et la nouvelle classe, avec ses annexes, ouvre en 1957.



Paul Chalain.

Raoul Belliard (1965-1971) : les dernières années de la ruralité

Né en 1913, il fut le premier enfant baptisé dans la nouvelle église qui venait d'être achevée. Elu conseiller municipal et maire en 1965, il œuvre pour l'arrivée du service d'eau, qui sera installé en 1971 et constituera un préalable au développement des constructions dans la commune.



Raoul Belliard.

Dans sa ferme de la Blottière, il fut un agriculteur d'avant-garde, avec de nombreuses responsabilités dans des organisations professionnelles. Un autre engagement a marqué sa vie : sa passion pour le cyclisme. Coureur amateur, il connut une certaine notoriété régionale. Puis il continua de servir le cyclisme comme président du Guidon angevin.

Ernest Talour (1971-1995) : un long mandat pour le développement communal

Né en 1922, il exerça d'abord le métier de boulanger. Parti au Maroc à l'occasion de la guerre, il connut là diverses expériences humaines et professionnelles enrichissantes et y rencontra son épouse. Revenu à sa terre natale dans les années 50, il fut employé à l'usine Thomson.

Elu conseiller en 1965, il accède à la fonction de maire en 1971. Il fut l'artisan du développement considérable qu'a connu la

commune à partir de 1975 : création de nouveaux quartiers, mise en place d'un Plan d'Occupation des Sols, installation de commerces (supérette, coiffeuse...), d'entreprises



Ernest Talour.

et de services (médecin et pharmacien) ; reconstruction de l'école ; réalisation d'équipements sportifs (terrain de foot, courts de tennis, salle de sports)... Il est décédé en 2002.

Quelques remarques

Que retenir de cette succession de 16 maires sur presque deux siècles ?

Un fort enracinement local : si l'on excepte Benjamin Legueu (1852-1857), maire angevin, tous sont nés à Saint-Martin, ou dans les communes limitrophes mais fixés là par leur mariage ou profession. Notons toutefois l'origine extra communale des premiers maires : Pierre Ménard est né à Saint-Georges ; Elie Boumier à Saint-Léger ; François Méron à Saint-Jean-de-Linières. Rien d'étonnant à cela : il n'y avait pas d'école à Saint-Martin avant 1838. Ceux qui savaient un peu lire et écrire (condition indispensable pour exercer la fonction de maire) avaient dû être scolarisés ailleurs.

De petits notables : beaucoup sont agriculteurs (10 sur 16) ; mais on compte aussi deux meuniers (Pierre Ménard et son fils Michel) ; quatre artisans ou commerçants (tailleur de pierre, forgeron, aubergiste, maçon) ; seul le dernier, Ernest Talour, est salarié, tout en exploitant quelques terres familiales. Ils cumulent souvent des responsabilités : François Colin est capitaine de la garde nationale, Urbain Martin et François Méron, lieutenants.

Des liens familiaux : la « dynastie » la plus visible est celle de Pierre Ménard. Lui succéderont : un gendre, François Méron ; un fils, Michel Ménard ; deux petits-fils, Joseph Méron et Louis Portais, ce dernier par alliance. On remarque aussi que la mère d'Auguste Vételé est née Méron ; que l'épouse d'Etienne Pineau est la fille de Louis Portais ; que se succèdent, au tournant du siècle, les deux frères Pineau : Louis et Etienne. Et encore : la mère de Pierre Portier était née Vételé. Son épouse est la fille de François Colin. Paul Chalain épouse Marie-Louise Portier, nièce de Pierre. Des liens familiaux forts apparaissent aussi parmi les conseillers municipaux. En

revanche, certaines lignées familiales pourtant dotées d'une certaine surface sociale, restent à l'écart du Conseil : ainsi les Charbonnier, très investis dans la paroisse.

Rester entre soi : ce qui est manifeste, c'est la volonté de ne pas faire appel à de grands notables extérieurs, aristocrates et grands bourgeois (à l'exception de Benjamin Legueu, rentier d'Angers). Certes, aucun représentant de ces catégories sociales ne réside dans la commune. Mais Serrant est tout proche et beaucoup de terres en dépendent. Pourtant, les rapports restent distants : le passage au conseil municipal de Louis de la Trémoille (1901-1905) est bref et discret.

Un républicanisme opportuniste : le cahier de doléances témoigne d'un certain courage dans les revendications de justice. Il s'écarte du « modèle » élaboré par le comte de Serrant. Il est vrai que « *la querelle des arbres et des chemins* » (1784-1789) avait fait à ce dernier une réputation d'intransigeance et d'arrogance. Un autre contentieux surgira d'ailleurs, sous la Restauration, entre Serrant et la commune de Saint-Martin.

Peut-on caractériser l'attitude politique des élus de Saint-Martin ? Ce serait bien risqué, vu le peu d'indices disponibles. L'attitude officielle est légitimiste : serment de fidélité aux rois de France Louis XVIII et Charles X, au roi des Français, Louis-Philippe, à l'empereur Napoléon III. Allégeance obligée pour des maires nommés par le Préfet. Mais le républicanisme s'affirme très tôt : Saint-Martin, au tournant du XX^e siècle, et sans doute au-delà, est de sensibilité radicale. Influence, sans doute, au moins partiellement, des instituteurs-secrétaires de mairie.

Sources : archives communales.

Robert Audoin